SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 17 DÉCEMBRE 1904.

Rapport de la Commission des Finances et des Travaux publics, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à l'amortissement de la Dette publique, aux recettes du fonds communal et au taux des droits sur les sucres.

(Voir les n^{os} 5, 18, 37 et 41, session de 1904-1905, de la Chambre des Représentants, 11, même session, du Sénat.)

Présents : MM. HANREZ, Président ; MESENS, BOËYÉ, RAEPSAET, LE CLEF, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi soumis à nos délibérations contient trois parties.

La première s'applique à la dotation d'amortissement de la Dette publique. L'article premier du Projet de Loi la règle.

La seconde partie concerne les recettes du fonds communal. Les articles 2 et 3 du Projet de Loi les établissent.

La troisième partie, enfin, a trait au taux des droits de douane et d'accise sur les jus et les sucres. Il fait l'objet de l'article 4 du Projet de Loi.

Examinons d'abord les deux premières parties.

Il est admis que la loi du 18 février 1903 sur le relèvement des droits sur les alcools, loi morale et humanitaire, n'a pas au point de vue fiscal produit les résultats espérés.

D'après les données fournies à la Chambre des Représentants au cours des séances des 12 et 13 février 1903, le supplément de recettes à prévoir à raison du relèvement de l'impôt était estimée à 15,000,000 de francs.

Sur ces données, le Gouvernement a accordé les augmentations suivantes :

1° A la part du fonds communal dans le produit des droits d'entrée et d'accises sur les eaux de vie . . fr. 3,250,000 »

2° Sur la dotation d'amortissement de la Dette publique fr. 8,000,000 »

3° Sur l'augmentation annuelle au fonds spécial des pensions de vieillesse 3,000,000 »

L'augmentation décrétée n'ayant fourni aucun supplément de recette, le Projet de Budget pour 1905 n'évalue le rendement sur les alcools qu'à 63,000,000 de francs, dont 49,250,000 francs pour l'État et 13,750,000 francs pour le fonds communal, alors qu'en 1901 le rendement s'élevait à 63,700,000 francs et en 1902 à 59,600,000 francs.

Dans ces conditions, le Gouvernement propose : 1° de fixer à 0.30 p. c. le taux de la dotation d'amortissement de la Dette publique ;

2° De supprimer l'augmentation de 3,250,000 francs prévue en 1903 sur la part du fonds communal dans le produit des droits d'entrée et d'accise sur les eaux de vie et de ramener au chiffre de 13,750,000 francs admis avant 1903 le maximum de la part attribuée au fonds communal dans ces produits ;

3° De maintenir l'augmentation annuelle de 3,000,000 de francs du fonds spécial des pensions de vieillesse.

Ainsi donc et grâce à l'augmentation constante des autres revenus du Trésor le Gouvernement laisse subsister :

1° L'augmentation entière au fonds des pensions de vieillesse fr. 3,000,000 »

2° Une augmentation de 50 p. c. de la dotation d'amortissement de la Dette 3,500,000 »

Ensemble. . . fr. 6,500,000 »

La dotation d'amortissement restera ainsi supérieure de moitié à ce qu'elle était jusqu'en 1903.

L'exposé général pour le Budget des recettes et dépenses établit le progrès réalisé au point de vue de la charge budgétaire annuelle.

En 1903 la dotation étant encore de 0,20 p. c., les fonds employés à l'amortissement se sont élevés à 7,400,000 francs. Le crédit inscrit maintenant à cette fin au Budget de la Dette publique dépasse 11 millions.

Pour le fonds communal, la loi du 18 février 1903, par suite de l'abolition du droit d'entrée sur le café torréfié, augmentait la part attribuée à ce fonds dans le produit des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie d'une somme de 3,250,000 francs.

Cette augmentation est supprimée, mais l'allocation attribuée en 1903 est maintenue et, de plus, la généralité des communes du pays jouiront d'une augmentation progressive équivalente à celle dont elles ont bénéficiés pendant les vingt dernières années.

Dès lors, le revenu minimum garanti correspondra, à partir de 1904, à la somme répartie en 1903 augmentée annuellement de 700,000 francs et la progression assurée sera de cette somme de 700,000 francs pour 1904, de 1,400,000 francs pour 1905 et ainsi de suite jusqu'au deuxième

exercice où l'accroissement normal des recettes attribuées au fonds communal aura procuré aux communes une part dépassant le montant garanti.

La répartition du fonds communal est réglée par les articles 13 et 18 de la loi du 30 décembre 1896.

Les dispositions sont maintenues.

Ainsi le montant garanti pour 1904 étant de 41,664,094 francs une somme de fr. 35,196,004-90 servira à donner à chaque commune une part égale à celle obtenue par elle en 1895 et le surplus sera réparti entre les communes par tête d'habitant.

Les communes seront ainsi fixées d'avance pendant un certain nombre d'années sur le revenu qu'elles ont à attendre du fonds communal.

Reste la disposition du Projet de Loi relative au taux des droits sur les sucres.

Par l'article 105 de la loi du 21 août 1903 il a été établi que les droits de douane et d'accise, fixés à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 5 et 7 seraient réduits à 15 francs à partir du 1^{er} janvier 1907 si, avant cette date, le taux de 20 francs n'était pas confirmé par une loi.

Il serait superflu d'analyser dans ce rapport ce qui a été dit au sujet du taux du droit, lors de la discussion de la loi du 21 août 1903.

Depuis lors, l'expérience semble faite.

La fabrication et le commerce des sucres sont établis. La situation normale est excellente et le Gouvernement estime qu'il ne convient pas de laisser planer l'incertitude sur un facteur économique susceptible d'influencer les conditions des contrats et des transactions commerciales.

Il croit donc devoir fixer d'une manière définitive le montant de l'impôt en question.

Le Projet de Loi a été admis par la Chambre des Représentants dans sa séance du 16 décembre 1904, par 70 voix contre 36.

Votre Commission par 3 voix contre 2 vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
EMILE LE CLEF.

Le Président,
PROSPER HANREZ.